

Le maquis du Vercors et les raisons d'État

Frédéric ROUSSEAU

Les résistants du maquis du Vercors, selon Paddy Ashdown, ont été sacrifiés sur l'autel d'une stratégie nationale et internationale qui leur échappait totalement. L'ancien officier de marine s'interroge aussi sur l'opposition entre une armée de métier protégeant l'ordre établi et une défense nationale composée de volontaires en armes.

Recensé : Paddy Ashdown (avec la collaboration de Sylvie Young), *La Bataille du Vercors. Une amère victoire*, traduit de l'anglais par Rachel Bouyssou, Paris, Gallimard, 2016, 490 p., 27,5€.

Cela mérite d'être souligné en ces temps où la révision malveillante sert si souvent de marchepied à la négation, Paddy Ashdown ne communique pas dans *La Bataille du Vercors* avec les tenants de la nouvelle *doxa* consistant à minorer, sinon à ridiculiser, la Résistance intérieure française¹. Il se montre également sans concession pour les principaux responsables de la tragédie qui officient alors à Londres, Alger ou Washington. Dans une perspective globale, une ample documentation est mobilisée : archives publiques françaises, témoignages, sans oublier les travaux universitaires les mieux documentés (la dette envers Gilles Vergnon est justement reconnue²).

Cependant, et là se situe son apport principal, l'auteur a complété cette documentation fort bien balisée par le dépouillement d'archives britanniques et américaines, notamment celles des services spéciaux. Grâce à cet ensemble, P. Ashdown tisse un récit multi-scalaire apte à renouveler substantiellement l'histoire du maquis du Vercors depuis ses origines plus ou moins légendaires jusqu'à sa chute, en l'inscrivant systématiquement dans l'histoire plus générale de la Seconde Guerre mondiale, en ces mois décisifs qui ont notamment vu les Alliés débarquer deux fois sur le sol français.

Temporalités imbriquées et cacophonie

Ce que met très bien au jour P. Ashdown, c'est tout d'abord le caractère souvent inextricable de l'écheveau formé par les différents niveaux de pouvoir – officieux, officiels, clandestins ou non –, la répartition mal définie et particulièrement mouvante des champs de

¹ Voir Pierre Laborie, *Le Chagrin et le Venin. La France sous l'occupation, mémoire et idées reçues*, Paris, Bayard, 2011, ainsi que deux recensions : F. Rousseau, « Une histoire de la Résistance en minuscule », recension d'Olivier Wieviorka, *Histoire de la résistance, 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013, et Charles Heimberg, « Résistance et libération en Haute-Savoie, un relativisme et un brouillage mémoriel à géométrie variable », recension de Claude Barbier, *Le Maquis des Glières. Mythe et réalité*, Paris, Perrin, 2014, et id., *Crimes de guerre à Habert-Lullin*, Saint-Julien-en-Genevois, La Salévienne, 2013 parues dans *En Jeu. Histoire et Mémoires vivantes*, Revue de la fondation pour la Mémoire de la Déportation, juin 2014, n°3, p. 153-180. <https://fondationdeportation.files.wordpress.com/2015/02/comptes-rendus.pdf>

² Gilles Vergnon, *Le Vercors. Histoire et mémoire d'un maquis*, Paris, Les Éditions de l'atelier, 2002.

compétence qui, trop souvent, s'entrechoquent et se contredisent plus qu'ils ne se complètent. Bien que censés travailler ensemble, les différents services se concurrençaient souvent les uns les autres dans une spirale mortifère et suicidaire.

Et puis, à l'échelle mondiale de cette guerre, la temporalité des uns n'est pas celle des autres. C'est peu dire que les agendas des chefs alliés occidentaux divergent. Cela n'arrange rien. Chacun des grands et des moins grands de ce monde possède et défend alors ses propres objectifs stratégiques et politiques. Ainsi, quand au lendemain du jour J normand, les Américains préparent une seconde invasion de la France par le Sud (opération ANVIL), Churchill freine autant qu'il peut, car lui préfèrerait une remontée de la péninsule italienne et une entrée en France par les Alpes.

Du côté des Français libres, la confusion et la cacophonie atteignent des sommets. Ceux de Londres ne sont pas d'accord avec ceux d'Alger. Les uns et les autres envoient des messages contradictoires au Vercors. Depuis le plateau, on peine à voir quelle est la véritable stratégie de la France libre. Or, tout en lançant un vibrant appel aux armes (6 juin), De Gaulle poursuit en coulisse sa quête obsessionnelle de la reconnaissance de son propre gouvernement par les Alliés ; ce faisant, il veut surtout contrecarrer les plans d'Eisenhower qui prévoient d'imposer à la France libérée le statut de territoire occupé et gouverné par ses libérateurs.

Cela explique aussi pourquoi De Gaulle tente jusqu'à la dernière extrémité d'obtenir l'assentiment et le soutien logistique américains à une opération aéroportée française, non dans le Vercors, mais dans le Massif central, opération plus connue sous le nom de code « plan Caïman ». Ce plan consistait à lancer une opération aéroportée afin de faire de cette zone une tête de pont militaire proprement française, destinée à servir de base de reconquête à la fois militaire et politique de la France sous l'autorité du général et de ses commissaires. Clairement, et bien qu'il possède indéniablement sa propre logique, cet entêtement ne fut pas sans conséquence : dans l'attente d'un feu vert allié qui ne viendra pas et ne pouvait venir, De Gaulle retint dans une réserve stérile les maigrelettes forces disponibles qui auraient pu venir au secours du Vercors (p. 289).

Sans doute, l'envoi de ces secours n'aurait-il pas fondamentalement changé le cours des choses. Il reste que, sous cet aspect tout au moins, les hommes et les femmes du Vercors ont bel et bien été sacrifiés sur l'autel d'une stratégie de portée nationale et internationale leur échappant totalement. Au nom des intérêts supérieurs de l'État définis par De Gaulle, pourrait-on dire.

L'appel de la résistance

Mais on peut aussi incriminer l'impatience palpable d'une frange grandissante de la population occupée, une impatience devenue tout simplement irrépressible à l'approche du débarquement allié en Normandie et, plus encore, au lendemain de celui-ci. Les appels à l'insurrection lancés le 6 juin par De Gaulle, un peu hâtivement sans doute, sont venus définitivement conforter ce mouvement du cœur conduisant des hommes et des femmes à tout quitter et à s'engager dans la Résistance armée.

De fait, aucun appel à la dispersion n'est parvenu à contenir cette pulsion poussant à concourir, sans plus attendre, à la libération du pays. Jusqu'à un certain degré, la volonté de nombreux anciens de l'armée invaincue des Alpes de laver l'honneur de leurs drapeaux régimentaires par la reprise du combat contre l'envahisseur fit le reste, en fournissant une

grande partie de l'encadrement et en donnant sa forme – de plus en plus militarisée – au réduit montagnard du Vercors.

À partir de là, sur le terrain, le mécanisme infernal était enclenché. Des centaines de jeunes gens rejoignirent le maquis, sans retour possible. Attentats et embuscades meurtrières se multiplient. En réponse, les atrocités contre les maquisards et la population civile – sans laquelle ils ne seraient rien – se multiplient.

Au delà de ces aspects dont la plupart sont relativement bien connus, P. Ashdown pose toutefois une autre question d'importance, une de celles qui sont très soigneusement esquivées par les historiens français : était-il bien pertinent d'envisager la constitution de réduits fortifiés du type Glières ou Vercors ?

Armée miniature ou armée populaire ?

Outre le choix de sites de montagne dont on escompte – à tort – qu'ils pourront protéger les résistants, ce qui caractérise les deux maquis, c'est leur militarisation poussée. Dans les deux cas, des militaires, dont de nombreux officiers des troupes alpines démobilisées, ont peu à peu pris les commandes de ces réduits. Les officiers montés sur le plateau ne se contentent pas d'encadrer et de former les civils au maniement d'armes. Ils recréent, toutes proportions gardées, une armée française en miniature, avec ses rites, son formalisme, sa bureaucratie, sa discipline de caserne, son appareil. Surtout, ils imposent à des troupes hybrides des pratiques de combat statique, préférées à la véritable guerre de partisans consistant à frapper ponctuellement et par surprise, en évitant strictement d'engager une bataille rangée avec un adversaire beaucoup plus puissant.

Pourquoi aucun véritable enseignement n'a-t-il été tiré des premiers combats de Saint-Nizier (p. 264-271) ? Les résultats de cette tactique de combat en ligne sont pourtant accablants. Ce qu'ils marquent, c'est bien l'incompatibilité foncière qui existe entre la guerre dite régulière – celle menée par une armée traditionnelle composée de soldats plus ou moins professionnels et plus ou moins forcés – et la guerre de partisans menée par des volontaires, combattants d'occasion ou civils en armes. En somme, les réduits les plus militarisés – Glières, Mont Mouchet et Vercors – furent aussi les plus inutilement sacrifiés pour des gains tactiques relativement limités, sans compter les pertes collatérales cruelles infligées aux civils qui accueillaient et soutenaient ces réduits.

Par comparaison, la pratique de guérilla d'un Romans-Petit, le chef astucieux des maquis de l'Ain, n'est-elle pas exemplaire ? Tant qu'il n'est pas assuré de la supériorité de ses unités sur le terrain, ce chef de maquis alterne harcèlement de l'ennemi et dispersion, afin d'échapper, précisément, aux opérations de ratissage et d'annihilation lancées par les Allemands et la Milice. La mobilité, la surprise sont les maîtres mots de la « petite guerre ». Parmi ses pairs présents sur le plateau, l'officier alpin Alain Le Rey l'a bien compris, mais reste une exception isolée (p. 145).

En ce sens, l'affaire du Vercors, comme celle des Glières, témoigne aussi de l'embarras ressenti par l'institution militaire et ses cadres à l'égard de toute idée d'instituer une défense nationale populaire. Comme le rapporte P. Ashdown, un certain nombre d'officiers ne font d'ailleurs pas mystère de leur profond mépris pour les gueux en habit de paysan qui prétendent faire le coup de feu sans respecter les marques extérieures de la subordination. Ceux-là ne se privent pas de rappeler que la guerre est un métier possédant ses

règles, ses codes, ses normes – ses experts. Contre toute évidence, ils refusent d’admettre que leur savoir-faire n’est pas le plus approprié dans la guerre partisane.

Dans cette perspective proprement politique et sociale, le fait que des civils puissent prendre les armes et tenir un territoire leur semble une anomalie, ou pire : une menace pour l’ordre social et politique qu’en règle générale, toute armée sert. Rappelons que les principales élites du pays n’ont eu de cesse de combattre en son temps le concept de « nation armée » défendu par Jean Jaurès³. Dans une certaine mesure, De Gaulle lui répondit en 1934 avec son ouvrage *Vers l’armée de métier*, aux antipodes de la conception de Jaurès. De fait, le type d’outil de défense privilégié est indissociable du type de régime et d’État défendu. On sait d’ailleurs combien la question du désarmement des maquis – communistes notamment – et de l’enrégimentement de nombreux maquisards fut une question particulièrement délicate à la Libération.

Derrière cette question trop souvent réduite à une question d’ordre public, c’est en fait aussi la question de l’État et du régime que l’on veut voir succéder à Vichy et à la Troisième République qui se pose. Or, comme dans de nombreux pays en train de se libérer ou d’être libérés, le champ des possibles politiques et sociaux est plus ouvert que jamais. Une question passionnante en tout cas, et d’une grande portée, que le livre de P. Ashdown permet de soulever. Ne serait-ce que pour cette raison supplémentaire, il vaut d’être lu. Et ce, en dépit des quelques réserves qui suivent.

Les combattants de l’ombre

Même si le récit livré est pleinement empathique et respectueux à l’égard des hommes et des femmes qui ont perdu la vie sur le plateau, on connaît finalement très peu ces combattants de l’ombre. Pourtant, on n’ignore rien des couleurs chatoyantes des pyjamas et robes de chambre de Churchill... On ignore tout ou presque, également, des civils impliqués dans le soutien plus ou moins spontané à la Résistance. Le commentaire d’un « échantillon de 40 personnes » est peu convainquant (p. 59). La part belle est ainsi donnée aux premiers rôles, aux principaux chefs civils et militaires ; la « piétaille » maquisarde est maintenue dans ce qui constitue largement un angle mort de la bataille. Et puis, certaines montées en généralité paraissent quelque peu hasardeuses :

Avec des pertes avoisinant les 70 000 tués, 1,8 million de ses jeunes emmenés en captivité en Allemagne, sa gloire piétinée et ses vénérables drapeaux trainés dans la poussière, la France ne réagit tout d’abord que par une soumission hébétée à son conquérant. (p. 26)

On peine à imaginer qui compose alors ce groupe de papier, « la France » dont il est question. Était-il également utile de reprendre, une fois de plus, le poncif éculé selon lequel « les communistes », unanimes et en bloc, auraient attendu l’invasion de l’URSS pour découvrir l’occupant et envisager de résister ?

Là encore, cette montée en généralité est abusive et ne rend pas justice aux milliers de militants qui, malgré l’attitude ambiguë et attentiste de la direction centrale du Parti communiste français, prirent spontanément leurs distances avec celle-ci et entrèrent très tôt dans l’action clandestine, en le payant souvent de leur liberté et parfois de leur vie. Il suffit de penser aux grandes grèves ouvrières du Nord. Au passage, et ce n’est évidemment pas sans rapport avec ce qui précède, notons qu’aucun historien ne s’est jamais demandé pourquoi les

³ Jean Jaurès, *L’Armée nouvelle*, Paris, Fayard, 2012 (1911).

officiers de l'Armée d'armistice, par exemple, ont mis si longtemps à reprendre leur métier, à Londres ou en France même.

À la lecture, cette autre phrase étonne par son simplisme biaisé :

Le fait que, depuis 1939, la Russie révolutionnaire se tenait à l'écart de la lutte contre le fascisme avait pesé sur l'attitude des communistes et de la gauche européenne en général. (p. 39-40)

Si cette affirmation était vraie, on aurait du mal à comprendre pourquoi les Nazis ouvrirent le camp de Dachau, et quelques autres, dès 1933... Et puis, qu'ont donc fait les démocraties contre le fascisme avant l'offensive d'Hitler de mai 1940, sinon pratiquer l'aterrissement et la soumission face aux exigences croissantes d'Hitler ? Et en 1936, qu'ont-elles opposé à Franco et à Mussolini, sinon la duplicité de leurs diplomaties ?

Une criminalisation de la Résistance

Cette autre formulation est tout aussi problématique :

Le cruel hiver de 1942-1943, qui décima les armées de Hitler aux portes de Stalingrad, assiégea aussi le Vercors de ses glaces. (p. 49)

Les Russes et les autres combattants de l'Armée Rouge seront ravis d'apprendre – une nouvelle fois – que non seulement l'hiver ne fut cruel que pour les soldats d'Hitler, mais que somme toute, c'est l'hiver – et non pas les combattants soviétiques – qui défit les Allemands !

P. Ashdown exprime un peu d'anticommunisme et d'occidentocentrisme qui fleurent bon la guerre froide durant laquelle il officia, si j'en crois *Le Monde* du 8 avril 2016, en tant qu'espion de sa gracieuse Majesté. Cette torsion de la vérité historique est mal venue. Et pour finir, l'emploi du verbe « assassiner » pour qualifier l'exécution d'un officier occupant par un résistant civil (p. 31) est-il suffisamment mesuré ? Aucun historien ne se permettrait ce type d'écart de langage concernant un militaire engagé dans une action « régulière » de combat. Inversement, s'agissant des exécutions sommaires de blessés et de prisonniers lors de l'attaque du maquis de Malleval, le verbe « abattre » est utilisé, alors que « assassiner » aurait paru s'imposer (p. 133).

Cette criminalisation par les mots de la Résistance et, au delà, de toute résistance sociale à l'ordre dominant est certes à la mode ; en l'espèce, elle n'en participe pas moins, et tout à la fois, d'une reprise à son compte de la propagande « anti-terroriste » allemande des années 1940, et de l'expression en creux de l'irrépressible répugnance éprouvée de tout temps, et jusqu'à aujourd'hui, par nombre de militaires à l'égard des pratiquants de la guerre révolutionnaire et subversive défiant l'ordre qu'ils servent.

Chacun écrit ce qu'il veut. Il reste que ce type de nonchalance lexicale n'est pas sans produire quelques effets mémoriels et normatifs agissant dans la sphère politique et sociale pour hier et aujourd'hui. Où l'on retrouve donc posée la question de l'ordre social et politique dont témoignent les manières de faire la guerre et/ou de pratiquer le maintien de l'ordre.

Publié dans laviedesidees.fr, le 31 octobre 2016

© laviedesidees.fr